

L'Occident et la globalisation: divorce ou refondation?

The Western world and globalization:
divorce or rebuilding?

Occidente y la globalización:
¿el divorcio o la reconstrucción?

Ocidente E a globalização:
Divórcio Ou Reconstrução?

Mohamed Badine El Yattoui*
orcid.org/0000-0002-4714-0292

* Doctor en Ciencia Política (2015) y Profesor de Relaciones Internacionales y Ciencia Política (tiempo completo), Universidad de las Américas Puebla, México. Correo: mohamed.elyattoui@udlap.mx. Dirección postal: Zona residencial UDLAP, San Juan Aquiahuac, Circuito 1414, Rincón de Sta Catarina, 72810 Puebla, México

Cómo citar este artículo:

El Yattoui, M. (2018). L'Occident et la globalisation: divorce ou refondation? Revista de la Facultad de Derecho y Ciencias Políticas, 48 (128), pp. 73-84.

Recibido: 23 de enero de 2018.

Aprobado: 6 de marzo de 2018.

Abstract

The Western world, and mainly the United States, have been the promoters of the last phase of economic globalization. But in the face of the social consequences generated, we have recently witnessed an ideological movement referring to protectionism in the Anglo-Saxon world. The European Union, led by Germany, is taking a different direction in continuing to promote free trade. Do we have a geopolitical break in the western world?

Key words

Geopolitics, globalization, free trade, protectionism, Western countries

Resumen

El mundo occidental, y principalmente los Estados Unidos, han sido los promotores de la última fase de la globalización económica. Pero frente a las consecuencias sociales generadas, hemos visto recientemente un movimiento ideológico que se refiere al proteccionismo en el mundo anglosajón. La Unión Europea, encabezada por Alemania, está tomando una dirección diferente para seguir promoviendo el libre comercio. ¿Vamos a tener una ruptura geopolítica el mundo occidental?

Palabras clave

Geopolítica, globalización, libre comercio, proteccionismo, Occidente

Résumé

Le monde occidental, et principalement les Etats Unis, ont été les promoteurs de la dernière phase de la globalisation économique. Mais en face de las conséquences sociales générées, avons vu récemment un mouvement idéologique qui concerne à protectionnisme dans le monde anglo-saxon. L'Union Européenne, dirigé Pour L'Allemagne, est en prenant une direction différente pour poursuivre promouvant le libre-commerce. On va avoir une rupture géopolitique dans le monde occidental ?

Mots clés

Géopolitique, globalisation, libre-commerce, protectionnisme, L'Occident.

Resumo

O mundo ocidental e, principalmente, os Estados Unidos, foram os promotores da última fase da globalização econômica. Mas, diante das consequências sociais geradas, recentemente testemunhamos um movimento ideológico referente ao protecionismo no mundo anglo-saxão. A União Europeia, liderada pela Alemanha, está tomando uma direção diferente para continuar promovendo o livre comércio. Será que estamos perante uma ruptura geopolítica no mundo ocidental?

Palavras-chave

Geopolítica, globalização, livre comércio, protecionismo, ocidente

Introduction

La globalisation, idée occidentale (Amérique du Nord et Europe), voulait exporter le principe de libéralisme économique et de libéralisme politique. L'Organisation Mondiale du Commerce, créée en 1995, ne joue aucun rôle concernant le respect des standards démocratiques occidentaux. Elle se contente de tenter de fixer un cadre de gouvernance du commerce international. L'adhésion de la Chine en 2001 a considérablement transformé l'équilibre international d'un point de vue économique et commercial, comme nous allons le voir. Les pays occidentaux étant les plus touchés.

Hobsbawm (1994) avait écrit que les années 1970 et 1980 représentaient la phase finale de ce qu'il appelle le « Court Vingtième siècle » (1914-1991). Selon lui (1994), l'échec communiste :

A détruit le [...] système qui avait stabilisé les relations internationales pendant près de quarante ans [...] et a mis à nu la précarité des systèmes politiques nationaux qui s'étaient principalement reposés sur cette stabilité. Il en a résulté une vaste zone d'incertitude et d'instabilité politique, de chaos, de guerre civile... (p. 9)

Laurent Carroué (2010), inspiré par Fernand Braudel, définit la mondialisation comme le processus géohistorique multiséculaire d'extension progressive de l'économie libérale marchande et capitalisme à l'ensemble de l'espace planétaire. Yves Lacoste (2003) se demande si « la mondialisation est aussi une façon occidentale de se représenter le monde ». Braudel (1984) considérait d'ailleurs que la description de la globalisation affirmant que le capital financier était une nouvelle phase du capitalisme, était erronée :

Le capitalisme financier n'est pas le nouveau-né des années 1900. [J'avancerais même] que dans le passé, ne serait-ce qu'à Gênes ou à Amsterdam, il a déjà su, après une forte croissance du capitalisme marchand et une accumulation de capitaux qui dépassait les occasions normales d'investissement, s'emparer de la place et dominer – pour un temps – l'ensemble du monde des affaires (p. 604)

Les années 1980 constituent un tournant idéologique majeur. Théodore Lewitt (1983) considère que le modèle de production et de consommation de son pays, les Etats-Unis, a vocation à s'étendre de manière universelle à l'échelle planétaire. Kenichi Ohmae (1985 et 1990) décrit avec certitude l'entreprise sans

frontière, la fin de l'Etat-nation et la globalisation de l'économie. Mais après l'échec historique du modèle économique de l'URSS, nous assistons depuis 2008 à l'entrée en crise du modèle anglo-saxon basé sur la financiarisation de l'économie et la rentabilité immédiate. De plus, la globalisation a touché deux piliers fondamentaux de l'État-Nation que sont la souveraineté et la territorialité. La finance joue un rôle fondamental dans ce processus, mais le commerce international également. Pour cela, faisons un point d'histoire économique. Deux théories s'affrontent depuis le XIXe siècle.

La Grande-Bretagne se rallie au libre-échange au XIXe siècle, entre 1820 et 1850 comme le démontre David Todd (2008).

De nombreux historiens ont souligné l'impact de ce tournant sur la libéralisation mondiale des échanges dans la seconde moitié du XIXe siècle. Pour la première fois depuis le début de l'époque moderne, un pays renonçait à la protection douanière et confiait aux forces du marché la régulation de ses échanges extérieurs. L'exemple inspira le reste de l'Europe, notamment la France de Napoléon III, qui s'ouvrit au commerce international par le traité franco-britannique de 1860. Hors d'Europe, le gouvernement britannique n'hésita pas à recourir à la force pour imposer le « free trade » ou libre-échange, par exemple à la Chine lors des guerres de l'Opium en 1839-1842 et 1856-1860. (p.1)

Dans les années 1840, apparaît le mot « protectionnisme ». Il sera théorisé par Friedrich List (1841). David Todd (2009) en donne la définition suivante:

Le protectionnisme était plutôt, par opposition au libéralisme cosmopolite des libre-échangistes, un libéralisme internationaliste, au sens propre de ce dernier terme. Les protectionnistes cherchaient à réconcilier les préceptes de l'économie libérale avec le concept de souveraineté nationale et l'existence de plusieurs nations en Europe et dans le monde : libéralisme internationaliste ou nationalisme de marché, selon la perspective adoptée. (p.1)

David Todd (2009) ajoute que les idées protectionnistes s'implantèrent dans des pays qui voulaient combler leur retard industriel sur la Grande-Bretagne. Les États-Unis, La France et l'Allemagne. Les raisons étaient géopolitiques et économiques.

En ce début de XXIe siècle il est intéressant de voir que le pays qui a initié le processus de la dernière phase de globalisation, les États-Unis, menace aujourd'hui de revenir au protectionnisme.

Avec Trump et le Brexit assiste-t-on à la fin de la parenthèse néolibérale et libre-échangiste ?

Emmanuel Todd (2002):

La scolastique économique perçoit, décrit, invente un monde idéal parfaitement symétrique, dans lequel chaque nation occupe une place équivalente et œuvre pour le bien commun. Cette théorie, dont le germe a été isolé par Smith et Ricardo, est aujourd'hui cultivée et produite à 80 % dans les grandes universités américaines. (P. 79)

Le 20 janvier 2017, Donald Trump a débuté son mandat à la Maison Blanche. Ses attaques xénophobes répétées à l'encontre des Mexicains, qui sont 12 millions, ne peuvent que diviser la société américaine. En fustigeant les effets du libre-échange, et en particulier de l'ALENA (entre les Etats-Unis, le Canada et le Mexique), sur l'industrie et le commerce extérieur, il prend le risque (voulu ?) de l'amalgame entre Mexicains et menace économique et sociale. Il prend aussi le risque de confondre légaux, illégaux et binationaux. Cette rhétorique xénophobe ne peut que diviser le pays en deux camps irréconciliables. Et ce, alors que son ambition protectionniste ne pourrait réussir que en créant une « union nationale complète » face à la réelle menace économique et commerciale pour Washington qui est la Chine. Mais la peur du voisin, la peur du non WASP est beaucoup plus facile et commode pour toucher un électorat blanc ouvrier et appartenant à la classe moyenne touché de plein fouet par le libre-échange généralisé depuis vingt-cinq ans, à l'initiative des Républicains et des Démocrates. Mais cette volonté de revenir au protectionnisme affichée par Donald Trump s'inscrit dans un certain courant de pensée américain.

Henry Charles Carey a été le conseiller économique d'Abraham Lincoln pendant la guerre de Sécession (1861-1865). Il convainca ce dernier d'adopter une politique protectionniste, en opposition avec le libre-échange des Etats du Sud (D. Todd, 2009). Des barrières douanières très élevées, entre 40 et 50 % de la valeur des produits importés furent instaurées entre 1865 et 1934. En 1932 elles atteignent même 59 % (Heffer, 2003). Ces droits de douane avaient un poids conséquent dans les recettes fédérales. A en croire Paul Studenski et Hermann E. Krooss (1962), ils en représentaient 50,9 % entre 1890-1896, 41,9 % entre 1897-1899 et 46,2 % entre 1900-1914.

La Seconde Guerre Mondiale va transformer le rôle des Etats-Unis qui vont devenir le véritable moteur de l'économie mondiale. Souvenons-nous que si en 1960, le Produit National Brut des pays d'Asie orientale ne représentait que 35 % de celui de l'Amérique du Nord ; en 1990, il en représentait 91 %, puis 92 % en 1998. Et ce malgré la crise qui frappait le Japon mais grâce à la croissance importante du « Cercle chinois » comportant outre la Chine, Singapour, Hong Kong et Taïwan (Banque Mondiale, 2000).

Si l'on se place dans le cadre d'une analyse géopolitique, on finit par se rendre compte que la situation actuelle est inédite, comme le décrivent très bien Giovanni Arrighi et Beverly J. Silver (2009) :

D'un point de vue géopolitique, la nouveauté la plus importante de la transformation actuelle est une bifurcation des capacités militaires et financières sans précédent dans les transitions hégémoniques antérieures. Dans toutes les transitions passées, les expansions financières étaient caractérisées par l'émergence interstitielle de complexes gouvernementaux et commerciaux qui étaient (ou pouvaient devenir) plus puissants, à la fois sur le plan militaire et financier, que le complexe gouvernemental et commercial encore dominant. Ainsi, le complexe américain par rapport au britannique au début du XXe siècle, le britannique par rapport au hollandais au début du XVIIIe et le hollandais par rapport au génois à la fin du XVIe siècle. Dans la transition actuelle, au contraire, on ne peut détecter une telle émergence. Comme dans les transitions passées, le complexe déclinant mais encore dominant (États-Unis) est passé de la position de principal créancier mondial à principale nation débitrice au monde. Mais contrairement aux transitions passées, les ressources militaires (ayant une importance mondiale) sont devenues plus que jamais concentrées aux mains du complexe encore dominant. L'hégémon déclinant se trouve ainsi dans une situation inédite (p. 249-250)

Washington continue de dominer sur le plan militaire mais la Chine est aujourd'hui en position de force sur le plan commercial face aux États-Unis. La surconsommation américaine explique beaucoup de choses. Joseph Stiglitz (2002) soulignait le problème de la demande globale mondiale mais refuse de l'imputer au libre-échange. La compression des salaires explique également les taux de croissance faibles de l'économie mondiale et les récessions. A partir de 2001, les Américains ont accepté les délocalisations vers la Chine alors que celle-ci intégrait l'OMC. Délocalisations industrielles et de la valeur ajoutée comme le dit Laurent Vigier (2014). Même si les multinationales américaines

restent gagnantes concernant cette dernière (Apple garde sa valeur ajoutée grâce au système de la propriété intellectuelle, alors que sa production industrielle est délocalisée).

La société américaine semble plus que jamais divisé entre une élite pro libre-échange et une population au minimum sceptique. L'élection de 2016 l'a prouvé car il n'y avait pas que Trump. Bernie Sanders a su imposer le thème du protectionnisme lors de la primaire démocrate et cela a fait mouche dans les universités américaines du fait de la peur de l'avenir qui touche les étudiants du fait de la compression des salaires et des crédits bancaires nécessaires pour pouvoir payer les frais d'inscription. Donald Trump, beaucoup plus cynique, a ajouté au discours protectionniste sur le plan commercial un discours xénophobe à l'encontre des Mexicains en liant immigration clandestine et ALENA alors que ces deux sujets n'ont aucun lien. De plus, d'un point de vue économique et social, les délocalisations vers la Chine et surtout le poids géopolitique de ce pays sont bien plus dangereux pour Washington. Le Brexit pourrait également permettre une reconfiguration géopolitique avec la constitution d'une « anglosphère » (Etats-Unis, Royaume Uni, Canada, Australie et Nouvelle-Zélande) de 400 millions d'habitants, soit une population égale à celle de l'UE. D'ailleurs d'un point de vue géopolitique, un autre pays pourrait s'avérer dangereux pour les intérêts américains : l'Allemagne.

L'Union Européenne sous domination allemande

L'Union Européenne est dominée depuis le début des années 2000 par l'économie allemande. Sa réunification digérée et des réformes structurelles réalisées, Berlin a mis en place une stratégie efficace de domination de l'UE, qui ne peut que rentrer en conflit avec les Américains. Ces derniers la voient en « vassal » depuis 1945, puisqu'ils ont contribué au développement économique de la RFA afin de contenir le communisme. Mais l'Allemagne entend bien rester le leader européen et le mandat de Donald Trump risque de révéler les fractures idéologiques entre ces deux pays. Au-delà d'une vision différente du capitalisme entre Anglo-saxons et Allemands, le libre-échange a mis à mal l'hégémonie des États-Unis, en favorisant un bloc régional économique européen séparé d'elle. « L'Europe devient ainsi une puissance autonome presque malgré elle » comme l'écrivait Emmanuel Todd en 2002 (p. 209).

En 2014, l'Allemagne était le troisième exportateur mondial de marchandises (7,9 % du total mondial, derrière la Chine (12,3 %) et non loin des États-Unis (8,5 %). Les produits manufacturés représentaient 85,4 % du total. Ses principaux clients étaient les membres de l'UE avec 57,8 % du total des exportations (plus la Suisse avec 4,2 %) démontrant la constitution d'un véritable bloc régional dont ce pays est le cœur. La liste des fournisseurs le confirme puisque l'UE représente 58,0 % du total des importations (plus la Suisse avec 4,4 %) (OMC, 2015).

La domination devrait se poursuivre, au détriment de la France également, comme le démontre Alain Fabre (2012). En Allemagne, le taux de marge (la part non distribuée aux salariés) est de 42% contre moins de 30% en France. Les dépenses de R&D des entreprises allemandes sont le double des françaises : 50 milliards d'euros contre 25 milliards, et elles sont réalisées à plus de 70% sur fonds propres. Enfin, les entreprises allemandes ont une structure financière très solide avec des fonds propres et provisions de 56% du total de leur bilan contre 40% en France. L'Allemagne compte 335 000 entreprises exportatrices contre moins de 110 000 en France. Cela explique en grande partie pourquoi les excédents commerciaux s'élèvent à 155 milliards d'euros par an. Alain Fabre (2012) ajoute que ce modèle « allemand », est également présent en Autriche, aux Pays-Bas ou en Italie du Nord, ce qui prouverait qu'il est celui de l'UE en fait. L'autre grande question de cette recherche, axée sur la vision occidentale de la globalisation dans les années à venir, est la place de la France. Nous allons voir si la présidence d'Emmanuel Macron peut porter quelque chose de nouveau.

L'élection d'Emmanuel Macron symbolise-t-elle le renouveau ou crise ultime du système politique français?

Avec la victoire d'Emmanuel Macron le 7 mai 2017 la vie politique française vit une recomposition inédite. Le président centriste réalise ce dont Valéry Giscard d'Estaing et Michel Rocard rêvaient : l'alliance du centre-gauche et du centre-droit pour la réalisation des grandes réformes structurelles sur le plan économique et social dont la France a besoin afin de répondre aux standards européens. Les deux personnalités précitées avaient buté sur des structures partisanes solides, le Parti Socialiste et le RPR (gaulliste), auxquels

on pourrait ajouter le Parti Communiste, et des concurrents politiques, François Mitterrand et Jacques Chirac principalement, qui ne l'ont pas permis. De plus, les clivages idéologiques étaient encore vivaces. Emmanuel Macron a bénéficié de l'effondrement des grands partis, PS (gauche) et LR (droite), et de leurs candidats, Hamon et Fillon.

Sur le plan international il est intéressant de voir que Macron ferme la parenthèse populiste de droite incarnée par le Brexit et surtout l'élection de Donald Trump. Et l'élection présidentielle française démontre une forme de répétition de l'Histoire. En effet, le Brexit et Trump ferment une parenthèse initiée par leurs pays respectifs en 1979 et 1980 avec l'accession au pouvoir de Margaret Thatcher et Ronald Reagan : l'ultralibéralisme et le libre-échange généralisé. En 1981, les Français faisaient un choix aux antipodes en élisant le socialiste François Mitterrand, qui ne tardera pas à intégrer les communistes à son gouvernement. Le programme commun basé sur les nationalisations sera appliqué jusqu'en 1983. En 2016, les deux grands pays anglo-saxons semblent avoir pris conscience des conséquences économiques et sociales de leur ouverture commerciale. Ils se rendent compte de la destruction de leur secteur industriel et de la concurrence accrue de nouvelles puissances économiques, la Chine principalement mais pas seulement. Ils y ont répondu par une volonté de protectionnisme dans chacun de leurs pays. Les Américains se plaignant également de la concurrence mexicaine et les Britanniques de celles des Européens de l'Est (Pologne, Roumanie...). Ces deux derniers cas n'étant pas la conséquence d'une globalisation non maîtrisée mais d'accords régionaux de libre-échange... Macron affirme lui que le libre-échange est créateur de richesses pour la France. Le défi est immense car la part des exportations françaises dans les exportations de la zone euro a chuté de 16,8 % en 1999 à 13,2 % en 2009. Cela représente à peu près 100 milliards d'euros d'exportations perdues, selon le Centre d'observation économique et de recherches pour l'expansion de l'économie et le développement des entreprises (Le Monde, 2010). Macron pense que l'avenir économique (et géopolitique ?) de la France passe par l'Allemagne et l'UE. Pour une nouvelle étape de la globalisation ? Comme partenaires ou adversaires des Anglo-Saxons? ■

Bibliographie

- Arrighi, G. & Silver B. (2009). Capitalisme et (dés-)ordre mondial . Dans P. Beaujard P., B. Laurent & P. Norel P. (Eds.), *Histoire globale, mondialisations et capitalisme* (pp.227-260). Paris : La Découverte.
- Banque Mondiale (2000), *World Development Indicators*. Dans <http://databank.worldbank.org/data/reports.aspx?source=world-development-indicators>
- Braudel F. (1984), *Civilization and Capitalism, 15th-18th Century, vol. II: The Wheels of Commerce, vol. III: The Perspective of the World*. New York: Harper & Row.
- Carroué L. (2010, 31 mars). Les territoires dans la mondialisation. *Académie de Dijon*. Dans <http://histoire-geographie.ac-dijon.fr/spip.php?article382>
- Fabre A. (2012), Le modèle économique allemand, une stratégie pour l'Europe ? *Fondation Robert Schuman, Question d'Europe (n°237)*. Dans <https://www.robertschuman.eu/fr/questions-d-europe/0237-le-modele-economique-allemand-une-strategie-pour-l-europe>
- Heffer J. (2003), L'âge d'or du protectionnisme américain. *Histoire, économie et société*, 22(1), pp. 7-22
- Hobsbawm E. J. (1994), *The Age of Extremes : A History of the World, 1914- 1991*. New York: Vintage
- Lacoste Y. (2003). *De la géopolitique aux paysages. Dictionnaire de la géographie*. Paris : A. Colin.
- Le Monde. (2010). La perte de compétitivité de la France. *Le Monde*. Dans http://www.lemonde.fr/economie/article/2010/03/23/la-perte-de-competitivite-de-la-france_1323161_3234.html#k2oJ041KmEBpGz9j.99
- Lewitt T. (1983), The Globalization of Markets. *Harvard Business Review*, 61(3), pp. 92-102.
- List F. (1841). *Système national d'économie politique*. Paris : Gallimard.
- Ohmae K. (1985). *La Triade : émergence d'une stratégie mondiale de l'entreprise*, Paris : Flammarion.
- Ohmae K. (1990). *The Borderless World, Power and Strategy in the Interlinked Economy*. New York: Harper Business.
- Stiglitz J. (2002). *La grande désillusion*. Paris : Fayard.
- Studenski, P. & Krooss H. (1962). *Financial History of the United States*. New York: McGraw-Hill.

- Todd, D. (2008). Libre-échange ou protectionnisme ? Les Britanniques, la globalisation et la culture du libre-échange. *La Vie des Idées*. Dans <http://www.laviedesidees.fr/Libre-echange-ou-protectionnisme.html>
- Todd, D. (2009). Le protectionnisme, un libéralisme internationaliste Naissance et diffusion, 1789-1914. *La Vie des Idées*. Dans <http://www.laviedesidees.fr/Le-protectionnisme-un-liberalisme.html>
- Todd, E. (2002). *Après l'empire : Essai sur la décomposition du système américain*. Paris : Gallimard.
- Vigier, L. (2014). Le contexte géopolitique mondial et ses évolutions. Mondialisation, multilatéralisme et santé publique. *Global health program*, 10. Dans http://repository.graduateinstitute.ch/record/292196/files/GHPWP_10.pdf